



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA MOSELLE

Direction de l'administration générale

Bureau de l'environnement

Affaire suivie par Laurent Vagner
☎ 03.87.34.88.98
☎ 03.87.34.85.15
internet : laurent.vagner@moselle.pref.gouv.fr

Arrêté

n° 2001-AG/2-422

en date du 3 décembre 2001

mettant en demeure la société Solvay Polyolefins Europe, usine de Sarralbe, de réaliser des études de dangers portant sur les conséquences d'une rupture d'approvisionnement des principales utilités de l'entreprise, les postes de chargement et déchargement de butène, propane et hexane ainsi que sur les canalisations de propylène traversant la RN 61.

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA MOSELLE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU
MERITE

Vu le code de l'environnement (Livre 5, titre 1) ;

Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et pris pour l'application des dispositions susvisées ;

Vu l'arrêté du ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement du 10 mai 2000 relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, en particulier son article 7, ainsi que la circulaire du ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement du 4 janvier 2001 ;

Vu l'arrêté préfectoral 96-AG/2-310 du 4 juin 1996 autorisant la société Solvay à exploiter ses activités à Sarralbe ;

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées du 3 octobre 2001 ;

Vu l'avis du conseil départemental d'hygiène du 7 novembre 2001 ;

Vu les observations de la société Solvay dans son courrier du 22 novembre 2001 ;

Considérant l'absence d'étude de dangers pour les installations suivantes : canalisations de propylène traversant la RN 61, postes de chargement/déchargement de butène, propane et hexane ;

Considérant les risques présentés par ces installations ;

Considérant l'absence d'étude de dangers portant **sur les** conséquences d'une rupture d'approvisionnement des principales utilités de l'entreprise ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de la Moselle

Arrête

Article 1

La Société Solvay Polyoléfines Europe basée à Sarralbe est mise en demeure de réaliser, avant le 31 décembre 2001, des études de danger répondant à l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 et sa circulaire d'application du 10 mai 2000, concernant les ateliers ou parties d'installations suivantes :

- dispositifs ou infrastructures importants vis à vis de la sécurité des différentes installations,
- poste de chargement/déchargement de butène,
- poste de chargement/déchargement de propane,
- poste de chargement/déchargement de hexane,
- canalisations aériennes traversant la RN 61.

Article 2

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues à l'article L 514-1 du code de l'environnement.

Article 3 :

Le Secrétaire Général de la préfecture de la Moselle, le Sous-Préfet de Sarreguemines, le maire de Sarralbe, les inspecteurs des installations classées et tous les agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Strasbourg dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Le Préfet,
Signé : B. Malgorn

Pour ampliation
Pour le Préfet,
Le Directeur de
l'Administration Générale

Monique HAMAN

